

Année 2021 : El estallido colombiano

Mathilde Allain

▶ **To cite this version:**

Mathilde Allain. Année 2021 : El estallido colombiano. Les Études du CERI, 2022, Amérique latine. L'Année politique 2021, 259-260, pp.23-28. 10.25647/etudesduceri.259-260.03 . hal-03676306

HAL Id: hal-03676306

https://sciencespo.hal.science/hal-03676306

Submitted on 10 Nov 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Année 2021 : *El estallido colombiano*

par Mathilde Allain

L'année 2021 a été marquée en Colombie par un mouvement social de grande ampleur, *un estallido* qui a mis en exergue les nombreuses revendications économiques et sociales des Colombiens et Colombiennes dans le contexte post-accords de paix.

Tout a débuté le 28 avril 2021 par une vive opposition à une réforme fiscale proposée par le gouvernement d'Iván Duque et considérée comme injuste par les manifestants car elle faisait peser sur les plus pauvres et les petites classes moyennes le coût de la reprise économique post-Covid-19. Cette réforme visait à réduire le déficit fiscal qui a atteint un niveau élevé (pas seulement en raison de la situation sanitaire), afin notamment que la note du pays ne soit pas abaissée sur les marchés financiers. Les autorités cherchaient également à aligner la fiscalité sur les normes d'imposition des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), que la Colombie a rejoint récemment, et à réduire l'impôt sur les entreprises. Cette réforme fiscale prévoyait en particulier d'imposer les foyers fiscaux modestes jusqu'ici exemptés d'impôts[1] et d'augmenter la taxe sur la valeur ajoutée (TVA)[2] sur certains produits de première nécessité comme l'eau, le gaz ou encore les pompes funèbres. Plus que sa nécessité, ce sont les modalités de financement de cette réforme qui ont suscité la colère dans la mesure où le « retour à l'équilibre budgétaire » reposait sur l'effort de populations déjà éprouvées par la crise économique et sanitaire, et par la hausse de la pauvreté qui touche 42,5 % des Colombiens[3]. Ces dernières avaient exprimé leur détresse en arborant un chiffon rouge à leur fenêtre pendant le confinement. Dans ce contexte, le soulèvement de 2021 n'est pas seulement un acte de contestation contre un projet de loi, mais une opposition profonde de plusieurs secteurs de la société colombienne aux politiques d'austérité.

Face à l'amplification rapide de la mobilisation sociale, le président colombien a décidé de retirer cette réforme et le ministre des Finances Alberto Carrasquilla a démissionné début mai. Mais les manifestations ne se sont pas arrêtées pour autant car d'autres revendications sont venues s'ajouter à ces premières doléances : opposition à plusieurs projets de réformes qui accentueraient les inégalités sociales (réforme de la santé et du travail), demande d'un plus large accès à l'éducation publique de qualité, revendications liées à la gestion de la crise sanitaire et ses conséquences, défense d'une production agricole nationale et paysanne, application des accords de paix signés en 2016 entre le gouvernement colombien et la guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) et arrêt des assassinats de leaders sociaux.

[1] La réforme prévoyait l'assujettissement à l'impôt des personnes gagnant plus de 663 dollars par mois (**https://forbes.co/2020/12/07/economia-y-finanzas/en-colombia-el-638-de-las-personas-no-ganan-mas-de-un-minimo/**).

[2] La réforme prévoyait le passage de la TVA à 19 % pour certains produits de première nécessité.

[3] Par ailleurs, 4,68 millions de Colombiens étaient en situation d'extrême pauvreté en 2019 contre 7,47 millions en 2020, soit 15 % de la population du pays. DANE, *Cifras de la pobreza y pobreza extrema en Colombia*, 2021 (**www.dane.gov.co/index.php/estadisticas-por-tema/pobreza-y-condiciones-de-vida/pobreza-monetaria**).

Même si l'on observe une montée en puissance des mouvements sociaux en Colombie depuis plusieurs années, le mécontentement social de 2021, qui se distingue par l'hétérogénéité de ses acteurs, marque une rupture par rapport aux mobilisations habituelles dans le pays. De la fin du mois d'avril à la mi-juin, les manifestations ont été intenses et visibles puis ont accusé une pause en raison de l'impasse des pourparlers entre le comité de la grève et le gouvernement, avant de reprendre avec moins d'intensité le 20 juillet. La visibilité des mobilisations dans les grandes villes comme Bogota, Medellin, Cali et dans d'autres villes moyennes, la diversité des manifestants et la durée des épisodes de manifestation malgré l'ampleur de la répression sont les principales caractéristiques de ce soulèvement inédit. La répression policière et militaire a accentué le sentiment de mécontentement vis-à-vis du pouvoir politique colombien et a finalement fédéré les manifestants.

Si l'on constate quelques éléments de continuité entre les mobilisations antérieures et celle de 2021, il faut néanmoins souligner le caractère inédit de l'*estallido* d'avril dernier. La réponse répressive de l'Etat colombien aux manifestants s'inscrit quant à elle dans la doctrine de l'ennemi intérieur dont le pays est familier.

Un conflit social qui couve depuis plusieurs années

La Colombie a longtemps été délaissée dans l'analyse des mobilisations sociales en Amérique latine, cantonnée à la violence politique, au narcotrafic et au caractère unique dans la région que lui conféraient le conflit armé et son régime politique. L'attention portée aux cycles de protestation montre que les moments d'union entre différents secteurs sociaux sont rares – les mobilisations sont peu visibles et atteignent rarement une ampleur nationale – et que la répression des actions collectives rend la mobilisation difficile. Les Colombiens et Colombiennes ont pourtant exprimé de fortes attentes en faveur de la paix et d'une meilleure justice sociale en de multiples occasions depuis plusieurs années.

Les années 1960 ont par exemple été ponctuées de périodes d'intenses mobilisations dans les principales villes du pays, où ouvriers organisés en syndicats, transporteurs et étudiants ont orchestré les premières grèves générales[4]. Puis, au début des années 1970, les revendications pour l'accès aux services publics comme la santé et l'éducation et aux infrastructures ont rassemblé des organisations rurales et des mouvements urbains (centrales syndicales, mouvements de gauche et syndicats étudiants), débouchant sur la grève civique nationale de 1977 (*paro civico nacional*) qui a constitué l'un des épisodes de mobilisation les plus marquants du XX^e^ siècle en Colombie[5]. Par la suite, d'autres ont eu lieu à partir des années 1980 lors des négociations de paix entre les FARC et le gouvernement colombien de 1982, puis pour réclamer davantage de justice sociale et de reconnaissance politique des minorités menant ainsi à l'adoption de la Constitution de 1991.

[4] A. Neira Mauricio, *Idas y venidas, vueltas y revueltas : Protestas sociales en Colombia (1958-1990)*, Bogota, Ed. Segunda, 2018.

[5] *Ibid.*

Les mobilisations des décennies suivantes ont conjugué appels à la paix et demandes de justice sociale. Elles ont permis à différents secteurs sociaux, urbains, ruraux, étudiants, travailleurs, etc., de partager des espaces de contestation et de mettre en commun leurs doléances. En 2011, des milliers d'étudiantes et d'étudiants ont manifesté contre la privatisation croissante de l'enseignement supérieur et l'endettement auquel ils étaient contraints. Puis, en 2013, c'est la grève nationale agraire qui a mobilisé les paysannes et paysans contre l'ouverture internationale des marchés agricoles et pour la sauvegarde d'une production paysanne garante de revenus décents pour les producteurs. En 2015, 2018 et 2019, les organisations indiennes se sont également rendues dans les grandes villes du pays lors de *mingas*[6] pour alerter des violations des droits humains dans les réserves indiennes ainsi que de l'absence de mise en œuvre des accords de paix et de garanties pour leurs droits territoriaux. De 2012 à 2016, plusieurs manifestations pour la paix ont été organisées dans tout le pays. Elles ont réuni des acteurs très hétérogènes, avec des citoyens peu organisés qui se sont joints aux cortèges des organisations de défense des droits humains et des victimes du conflit. Le 21 novembre 2019 a débuté une grève nationale pour la mise en œuvre effective des accords de paix et contre une réforme fiscale qui prévoyait une baisse d'impôts pour les grandes entreprises. Enfin, en septembre 2020, après l'assassinat d'un jeune avocat par un policier, plusieurs manifestations ont été organisées dans les quartiers populaires des grandes villes.

De manière constante, les gouvernements successifs ont fait le choix de la répression violente des manifestations. Dès 1977, le président Turbay a déclaré l'état d'urgence lors du *paro civico nacional* et a nommé des militaires à la tête des mairies situées dans les zones de conflit social, entraînant les premières disparitions de militants politiques[7]. Depuis, les gouvernements colombiens ne respectent pas les différents accords signés avec les manifestants, entamant profondément ce qu'il restait de la confiance des mobilisés envers la parole gouvernementale.

Avril 2021, un soulèvement social inédit

Les manifestations d'avril 2021 ont vu se rassembler des organisations sociales déjà actives depuis plusieurs années, comme les organisations indiennes arrivées sur les *chivas*[8] depuis les campagnes, et des acteurs qui se sont mobilisés de manière inattendue comme les *hinchas* (supporters de foot). Se sont rejointes dans les rues les organisations paysannes, indiennes, afro-descendantes, les structures syndicales du secteur public, de la santé, des secteurs extractifs et des transports ou encore les associations de défense des droits humains et des victimes du conflit armé. D'autres acteurs plus récemment organisés comme les associations citoyennes de défense de l'environnement, du climat, des droits des animaux, ou réunies autour d'enjeux liés à la vie quotidienne comme les associations de cyclistes, sont également venus grossir les rangs des manifestants.

[6] Une *minga* est une action de travail communautaire à des fins sociales.

[7] E. Prada Esmeralda, « Luchas campesinas e indígenas », in A. Neira Mauricio (dir.), *25 años de luchas sociales en Colombia (1975-2000)*, Bogota, CINEP, 2002, pp. 121-166.

[8] Minibus très colorés typiques de la Colombie.

Il en a résulté des manifestations hétéroclites où plusieurs répertoires d'action collective se sont conjugués. Aux traditionnels cortèges de manifestants et aux veillées en hommage aux victimes de violences policières se sont ajoutés le déboulonnage de statues comme celle de Sebastián de Belalcázar à Cali, des chansons et des danses entendues et vues ailleurs sur le continent, comme les paroles du collectif chilien Las Tesis et les concerts de casseroles (*cacerolazos*) orchestrés depuis les fenêtres. Les organisations indiennes et paysannes ainsi que les transporteurs ont organisé des blocages de routes, obstruant les principaux axes d'approvisionnement des grandes villes. De nombreuses actions collectives ont également visé la réappropriation de l'espace urbain par la réalisation de grands *murales* colorés et le changement de nom de lieux et de quartiers. Les jeunes des quartiers populaires, moins visibles dans les cortèges traditionnels, ont cette fois-ci occupé l'espace en se réunissant jour et nuit autour de certains points clés des grandes villes. Très touchés par la pauvreté, le chômage (un jeune sur quatre), l'emploi informel et les violences policières, ils ont exprimé leur désarroi face à un futur incertain. Le centre de gravité des mobilisations, traditionnellement situé à Bogota et dans le centre historique de la ville (sur la place Bolivar notamment), s'est un temps déplacé vers les quartiers périphériques de la capitale et vers la ville de Cali. Caractérisée par une population jeune, appauvrie et composée de déplacés internes provenant de différentes régions, la capitale du département du Valle del Cauca dans le sud-ouest du pays est rapidement devenue le cœur battant de l'*estallido social*.

Pour les manifestants, le défi a été de maintenir ces actions collectives dans le temps, de trouver des espaces d'échange entre divers secteurs de la société et différents territoires, ainsi que de dépasser la profonde polarisation politique. Le comité de la grève est l'un des organes de représentation au niveau national, mais il existe également d'autres types d'instances au niveau des territoires comme les *cabildos* ouverts ou les assemblées populaires locales au sein desquelles certains Colombiens et Colombiennes se sentent davantage représentés.

Un Etat colombien toujours obsédé par l'idée d'un « ennemi intérieur »

Face à l'ampleur des contestations, le gouvernement colombien a allié répression, stratégies de dialogue infructueuses et criminalisation de l'action collective selon une doctrine de « l'ennemi intérieur » éprouvée de longue date.

Depuis le 28 avril 2021, le gouvernement d'Iván Duque et une partie de la classe politique assimilent les manifestants à des délinquants et des guérilleros ou les accusent d'être infiltrés par divers groupes armés. Malgré des mobilisations majoritairement pacifiques, les médias traditionnels ont insisté sur les actes de vandalisme commis en marge des cortèges ou sur les pénuries de biens de consommation dans les magasins causées par les blocages de routes, contribuant à délégitimer voire à diaboliser les revendications sociales. A cela s'ajoute l'intervention de civils armés non identifiés (milices armées d'autodéfense, narcotrafiquants, bandes organisées liées aux anciens groupes paramilitaires) contre les manifestants, comme ce fut le cas à Cali, une répression extra-légale dont la Colombie est malheureusement familière. La liste des exactions est particulièrement longue : plus d'une soixantaine de

personnes tuées par la police au cours des manifestations et en marge des cortèges[9], des centaines de blessés, des dizaines de cas de violences sexuelles commises par les forces de police, plus de deux mille cas de violences policières enregistrés par les ONG colombiennes de défense des droits humains, des arrestations arbitraires et des centaines de personnes disparues. Le gouvernement colombien a d'abord refusé la venue d'observateurs de la Cour interaméricaine des droits humains chargés de mener des enquêtes indépendantes, avant d'accepter à contrecœur une visite de trois jours. Le déploiement de l'armée dans certaines villes (comme à Cali) et l'action de l'escadron mobile anti-émeutes (ESMAD) appartenant aux forces de police (qui dépendent du ministère de la Défense) ont été vivement critiqués, mettant en lumière la nécessaire réforme des forces de sécurité.

La publicisation des actions répressives du gouvernement, *via* les réseaux sociaux et les médias étrangers, a été très importante et a permis aux manifestants de poursuivre, dans une certaine mesure, leur mobilisation. La répression peut avoir un effet annihilateur sur l'action collective[10], mais aussi transformer la mobilisation. Le gouvernement colombien semble avoir atteint un point de non-retour, celui où l'intensité de la répression n'attise plus la peur mais renforce au contraire le soutien aux acteurs mobilisés. Les « premières lignes », représentant une partie de la jeunesse colombienne, se sont réorganisées dans les villes : campements improvisés, occupation visible des espaces, confection d'équipements de protection, appel à la solidarité des voisins, distribution de soupes communes, etc. Ces stratégies d'occupation de l'espace et de résistance face à la répression ont permis à des personnes de dialoguer, de s'informer sur le mouvement et de susciter un soutien citoyen.

Concernant la stratégie de « dialogue », le gouvernement a d'abord proposé une négociation institutionnelle entre plusieurs partis politiques. Il a ensuite mis en place un « dialogue national » avec le comité de la grève – partiellement représentatif des mobilisés – pour « expliquer » les réformes à mener plutôt que pour écouter les revendications, selon les représentants du comité. Cette stratégie infructueuse avait déjà été mise en œuvre en novembre 2019, lorsque Iván Duque avait évoqué une « conversation nationale » visant à présenter son plan de réformes tout en avançant au Parlement sur les principaux points contestés dans la rue. En parallèle de ces tentatives de « dialogue », le gouvernement a proposé des bénéfices immédiats à certains secteurs sociaux pour tenter de démobiliser une partie des manifestants et pour négocier avec certains leaders.

Plusieurs éléments de la conjoncture colombienne actuelle peuvent être mis en parallèle avec la situation au Chili et à l'*estallido* d'octobre 2019 : l'apparition d'une certaine forme d'organisation des « premières lignes », la transversalité des revendications et la diversité des

[9] Selon le décompte du défenseur du peuple (*Defensoría del pueblo*) en juillet 2021. Les ONG Temblores et Indepaz ont également mené des enquêtes pour documenter les exactions commises au cours des manifestations. Fin juin 2021, elles comptabilisaient 75 morts dont au moins 44 par la force publique, 83 victimes de « violence oculaire » et 3 486 actes de violences policières. La majeure partie des personnes tuées l'ont été dans la ville de Cali. Indepaz et Temblores, *Cifras de la violencia en el marco del paro nacional 2021*.

[10] H. Combes, O. Fillieule, « De la répression considérée dans ses rapports à l'activité protestataire : Modèles structuraux et interactions stratégiques », *Revue française de science politique*, n° 61, 2011, pp. 1047-1072 ; M. Allain, « Cultiver "la résistance" dans les campagnes colombiennes : comment le quotidien devient politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 235, 2020, pp. 32-47.

manifestants, le détonateur socio-économique qui amène les citoyens et citoyennes à s'interroger sur le système politique et le modèle de développement, et enfin l'ampleur de la répression. Dans les deux cas, les manifestants questionnent également l'usage de la violence et tentent une inversion du stigmate en insistant sur la violence des réformes sociales et de la pauvreté. Cependant, à la différence du Chili, la Constitution colombienne n'est pas issue d'une dictature et offre des garanties démocratiques importantes. Les verrous répressifs se nichent plutôt dans une pratique du pouvoir et dans la permanence d'un modèle de développement déjà maintes fois décrié sur le reste du continent. Il faudra donc trouver des solutions alternatives, autres que constitutionnelles, pour résoudre « l'anomalie colombienne »[11], celle d'un pays qui n'a pas connu de dictature mais des violations des droits humains comparables à celles des pires régimes autoritaires. La répression des manifestations intervient dans un contexte où la Colombie est davantage sous le feu des projecteurs internationaux qui surveillent la mise en place des accords de paix. De plus, les avancées des travaux de la Juridiction spéciale pour la paix ont permis de mettre en lumière l'ampleur des exécutions extrajudiciaires commises par les militaires au cours du conflit armé, pointant les responsabilités de l'Etat dans ces violations des droits humains. L'argument de l'ennemi intérieur, maintes fois utilisé au cours du conflit armé, devient dès lors difficile à tenir dans le contexte post-accords de paix.

Les prochaines élections législatives et présidentielle auront lieu en mars et mai 2022, et la polarisation politique reste forte. Iván Duque agit sous la pression de la droite « *mano dura* » qui l'a incité à prendre des mesures plus coercitives à l'encontre des manifestants, mais perd progressivement le soutien de son propre camp, tenté de prendre ses distances avec lui afin de pouvoir présenter un candidat en rupture. Toutefois, les différentes coalitions de gauche ne semblent pas pour le moment être en mesure de récolter les voix des mobilisés. Gustavo Petro, candidat de gauche en tête des sondages, n'est pas parvenu à capitaliser sur les mobilisations d'avril. Lors des derniers scrutins, la profonde désaffection des citoyens pour la politique traditionnelle s'est en partie traduite par une forte abstention, il est donc difficile de savoir si le mécontentement exprimé se traduira dans les urnes en 2022.

[11] F. Gutiérrez Sanín, *El orangután con sacoleva. Cien años de democracia y represión en Colombia (1910-2010)*, Bogota, Debate, 2014.

Pour citer ce chapitre : Mathilde Allain, « Année 2021 : *El estallido colombiano* », in O. Dabène (dir.), *Amérique latine. L'année politique 2021/Les Etudes du CERI*, n° 259-260, janvier 2022 [en ligne : **www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude**].